

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 23 JUIN 2014
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
POUR L'ANNÉE 2014
(CORSE)
NOR : ASET1451035M
IDCC : 1596,1597

Entre :

La FBTP de Corse-du-Sud ;
La FBTP de Haute-Corse ;
La CAPEB de Corse-du-Sud ;
La CAPEB de Haute-Corse,

D'une part, et

L'UR FO Corse ;
L'UR CFE-CGC Corse ;
L'UR CFTC Corse ;
L'UR CFDT Corse,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er}, des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962

d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Corse.

Article 2

Pour la région Corse, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article 8-18 des conventions collectives nationales précitées, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ de repas	INDEMNITÉ de frais de transport	INDEMNITÉ de trajet
1 A (0 à 5 km)	8,60	0,57	0,37
1 B (5 à 10 km)	8,60	1,13	0,94
2 (10 à 20 km)	8,60	2,27	1,89
3 (20 à 30 km)	8,60	3,41	3,80
4 (30 à 40 km)	8,60	4,56	5,69
5 (40 à 50 km)	8,60	6,65	8,55

Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application au 1^{er} septembre 2014.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord, fait en 12 exemplaires, sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Corse.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Fait à Ajaccio, le 23 juin 2014.

(Suivent les signatures.)